



## L'interprétation économique de l'histoire dans le projet de Karl Polanyi<sup>1</sup>

La portée considérable de l'œuvre de Karl Polanyi ne peut nous permettre que d'aborder partiellement cette question de la place de l'économie dans l'histoire. Ainsi, notre but est modeste : montrer qu'une réflexion menée sur les systèmes économiques les plus anciens n'est pas sans conséquences sur la façon de comprendre les évolutions les plus contemporaines, comme si le détour par les temps non-modernes était une façon de saisir ce qu'il y avait d'essentiel dans la modernité et les avatars de celle-ci. Ce qui rend possible une telle continuité de l'activité théorique est la critique de l'économisme. Avec *la Grande Transformation*, Polanyi [1944, p. 22] tente de montrer que le système du *Grand Marché* avait un caractère essentiellement "utopique".

Essentiellement, la thèse de Polanyi est celle de l'institution imaginaire de la société libérale. On comprend dès lors pourquoi l'étude des économies du passé conforte cette thèse que les valeurs, articulées en un projet politique (parfois) implicite aux diverses sociétés, rendent compte des règles de fonctionnement des structures économiques. Ce souci analytique n'est en rien l'expression d'une nostalgie des économies non-marchandes du passé mais constitue une machine de guerre contre les théoriciens posant que l'économie est la clef de l'anatomie des différentes formes sociales qu'a pu connaître l'histoire.

Ainsi, ce travail en histoire économique peut déboucher sur un travail d'histoire du temps présent dont les conséquences peuvent être immédiates : c'est parce qu'il existe quelques arguments pour rejeter les multiples formes de déterminisme économique que la politique peut reprendre sa place, notamment face à la mondialisation libérale sous hégémonie américaine dont Polanyi perçoit la menace dès 1945. Pour lui, *de facto*, les considérations "normatives" ne sont pas distinctes, pour cet auteur, de recherches plus "positives" sans que, pour autant, la rigueur de l'analyse soit atteinte. Mais il est vrai que l'institution actuelle de l'économie comme profession rend difficile la réception correcte d'un travail qui reconnaît ses présupposés : malheureusement, la réflexion savante de Polanyi pourrait être ainsi réduite à de simples manifestations de polémique politique.

Il nous a semblé ainsi utile, en premier lieu, de faire un retour sur le cadre du travail de Polanyi qui n'est pas toujours compris dans son contexte (§1). Ce préambule permettra, dès lors, d'exposer un exemple de la démarche de Polanyi à travers l'exemple de la Grèce antique. Le concept même d'"économie substantive" est l'outil évitant à l'analyse économique de dériver vers l'économisme ; nous pourrons dès lors relativiser la portée de certaines objections adressées au travail de Polanyi (§2). Ensuite, nous essaierons de montrer que les développements récents de la science économique, en dépit de leurs aspects pléthoriques, ne transforment pas pour autant l'histoire économique en une simple extension de la science économique (§3). Enfin, nous exposerons les implications *actuelles* de l'interprétation de l'histoire économique suggérée par Polanyi (§4) : il s'agit de penser une alternative à l'hégémonie du capital américain laquelle prétend à l'universalisme.

### §1. Le cadre du travail de Polanyi

Notre but n'est pas de faire un examen exhaustif de l'œuvre de cet auteur. La contribution d'A. Caillé [1986] nous semble une belle illustration des principales articulations de l'analyse polanyienne ; on doit d'ailleurs à la *Revue du Mauss*, notamment quand elle avait la forme du *Bulletin*<sup>2</sup>, au milieu des années 1980, le premier vrai travail de réception de l'œuvre de cet auteur. L'objectif restreint qui est le nôtre, l'interprétation de la place changeante de l'économie dans la société et ses implications actuelles, nécessitent toutefois le rappel d'un certain nombre de faits

<sup>1</sup> Pour une part, certaines considérations développées ici l'ont été dans Maucourant [1996] et [2000a et b]. Nous remercions C. Gautier (CURAPP), B. Tinel (Centre Walras) et C. Vivel (Centre Walras) pour la lecture qu'ils firent de la présente version du texte. Références électroniques : jerome.maucourant@wanadoo.fr et <http://veblen.dyndns.org>

<sup>2</sup> Par exemple, Berthoud [1986a et b]. Plus récemment, voir Maucourant, Servet et Tiran [1998].

dont l'occultation nuirait à une bonne discussion des thèses de Polanyi. Nous montrerons que les hypothèses de Polanyi ne découlent pas d'une quelconque nostalgie des temps non modernes ni de prétendues naïvetés que celui-ci aurait témoigné à l'égard de la planification. Trop souvent de telles argumentations superficielles ne font que reprendre ce qui s'est dit au début des années 1970, à un moment où les thèses issues du seul ouvrage collectif les *Systèmes économiques dans l'histoire et la théorie* [Arensberg et alii, 1957] étaient discutées. Il ne s'agit pas d'affirmer que cet auteur ait trouvé la pierre philosophale d'un renouveau de l'économie politique mais de montrer que certaines critiques sont sans objet.

Ainsi, il a pu être dit que son interprétation de l'histoire économique était sujette à caution du fait de fantasmes qu'aurait nourri Polanyi quant aux vertus supposées des communautés organiques des temps non modernes ; ce n'est certes pas un hasard si l'accusation de fonctionnalisme surgit alors. Revenons aux textes<sup>3</sup>. L'anthropologie, selon Polanyi [1947, p. 65] disqualifie le "mythe du sauvage individualiste" mais discrédite aussi toute forme de "psychologie communiste" qui aurait été la marque des temps primitifs ; il faut rejeter dans l'illusion l'idée d'un "communisme" primitif. Finalement : "il est apparu que l'homme était à peu près le même à travers les âges" [p. 65]. Ce sont donc les institutions, dirions-nous maintenant, c'est-à-dire les "coutume et tradition, obligation publique et l'engagement privé" [p. 66], qui viennent occuper une place centrale dans l'analyse, car elles indiquent aux individus la nature des finalités, mais aussi les sanctions et les "incitations" [p. 66]. Polanyi refuse ainsi le postulat de l'autonomie des préférences individuelles.

Un disciple de Polanyi, W. Neale [1990, p. 147] a même averti le lecteur du danger de lire, dans l'œuvre polanyiennne, une possible réification du concept de société. Il rappelle à cet égard que les autorités publiques, dans *la Grande Transformation*, interviennent en raison de conflits suscités par des menaces pesant sur des positions individuelles et catégorielles. Ainsi, Polanyi est proche de Commons, sur cette question des fondements de l'action humaine : or, il serait difficile d'assimiler, sans autre forme de procès, l'œuvre de Commons à une forme dure de holisme [Broda, 1996]<sup>4</sup>. Il nous semble purement polémique de rejeter nombre d'hypothèses de Polanyi, au prétexte qu'elles relèveraient de fantasmes communautaires.

Polanyi [1944] pose une autre hypothèse qui gêne parfois certains économistes (mais non, en général, les sociologues et économistes que nous pourrions qualifier de "dissidents" de l'orthodoxie<sup>5</sup>) : il nous semble être l'un des premiers à émettre l'idée que l'économie sous la forme de Grand Marché autorégulateur est une construction sociale de la réalité. Par l'interventionnisme libéral, la transformation du travail en marchandise fictive est effective. Il est manifeste que "le laissez-faire n'avait rien de naturel (...) De même que les manufactures de coton, la principale industrie du libre-échange, avaient été créées à l'aide de tarifs protectionnistes" [p. 189 ; voir aussi Dockès et Rosier, 1988, p. 197]. Nous oublions donc, selon Polanyi, que le monde du XIX<sup>e</sup> siècle, surtout au Royaume-Uni, est le théâtre d'une expérience singulière dans l'histoire, ce dont les contemporains ont conscience. J. Stanfield [1986, p. 104-105] cite à cet effet nombre d'auteurs du XIX<sup>e</sup> siècle qui rappellent explicitement le triomphe des pratiques issues de la théorie et de la philosophie libérales sur le vieil état des choses.

Il est donc peu étonnant qu'Hayek ait revendiqué la caractère utopique de son projet [Vivel, 1999, p. 146]. Or, l'invocation de l'utopie est en totale contradiction avec les penchants évolutionnistes de cette pensée libérale : pourquoi en effet vouloir à ce point élaborer des formes institutionnelles précises, pourquoi tant de développements sur le libéralisme comme politique, alors que le meilleur des systèmes doit nécessairement advenir ?

<sup>3</sup> Nous avons proposé dans Maucourant [1998, p. 328 sq.] quelques développements complémentaires sur cette question.

<sup>4</sup> A moins de proposer - ce qui nous semble possible - une voie de sortie de cette opposition méthodologique qui, il est vrai, n'est pas, parfois, sans efficacité.

<sup>5</sup> On pense à Lordon [2000] et plus généralement aux contributeurs de la revue *Politix* de ce numéro 52 qui montrent la nature sociale de la construction de ces marchés.

Une fois le système de marché établi, l'interventionnisme libéral se fait moins voyant, moins pressant ; ce fait n'est nullement contradictoire avec des actions visant à le "maintenir" [Polanyi, 1944, p. 201]. Au total, Polanyi en vient à illustrer une figure classique du raisonnement des libéraux, très actuelle, qui permet de relativiser le prétendu "non-interventionnisme" qu'ils affirment défendre : "Le tenant de l'économie libérale peut donc (...) faire appel à la force violente, à la guerre civile, pour instaurer les conditions préalable à un marché autorégulateur".

L'imaginaire libéral ne peut que se heurter au réel et en appeler, par conséquent, à la capacité instituante de cette entité décriée : l'Etat. Dans un premier temps, la mise en œuvre des normes libérales nécessite un lourd appareil réglementaire, cependant que, dans un second temps, de façon inconsciente, non prévue, des couches les plus profondes de la société, sourd le "protectionnisme social" qui rend, pour un moment, le capitalisme tolérable. C'est pourquoi il peut écrire cette phrase qui a étonné tant de libéraux : "Le laissez faire était planifié, la planification ne l'a pas été" [p. 191]. Les expressions du protectionnisme sont diverses et n'émanent pas nécessairement de l'initiative des groupes immédiatement concernées, comme le prouve, en 1847, en Angleterre, la limitation à dix heures de la journée de travail, œuvre de "réactionnaires éclairés" [p. 224].

Le lecteur nous pardonnera d'utiliser ici le vocable de "libéralisme" dans la perspective que trace Polanyi. Trop souvent, les économistes professionnels éprouvent quelque gêne à faire référence à un tel mot, jugé mal défini. Il est vrai qu'il peut y avoir autant de libéralismes que d'auteurs dits libéraux. Pourtant, par delà leurs différences, nombre de ces auteurs participent de cette fiction organisatrice du réel. Le dernier avatar en date du libéralisme, le "libéralisme politique" au sens où le définit Rawls, n'échappe pas à la règle du fait de l'hypothèse cruciale relative au moi "désencombré". Au-delà du pluralisme plaisant qu'il implique, cette doctrine n'échappe pas à des apories bien mises en évidence par M. Sandel [1998, p. 260, p. 298 et p. 309]. Il nous semble ainsi que l'effacement possible de cette référence paralysante à nombre de formes de libéralisme est une condition de possibilité d'une pensée qui articule l'exigence démocratique et la réflexion économique, c'est-à-dire une économie *politique* renouvelée.

Une autre lecture superficielle de l'œuvre de Polanyi suggère sa naïveté à l'égard de la planification. Revenons encore aux textes. Mises [1936, p. 599], dans une réponse rédigée à un article de Polanyi [1922], reconnaît : "Il faut lui savoir gré d'avoir montré l'impossibilité de tenir une comptabilité dans une économie sans échange dirigée par une administration centrale". C'est donc du côté des détracteurs de Polanyi, comme Weil [1924], tenant d'un "socialisme scientifique", qu'il faut chercher une quelconque naïveté<sup>6</sup> !

Nous ne nous attacherons pas ici à décrire le modèle de Polanyi, un socialisme reposant sur l'autogestion de grandes unités de production et sur le maintien d'un système de prix comme support de l'interventionnisme. L'intérêt de la présentation des arguments de Weil est de comprendre comment Polanyi ne pouvait que s'opposer à un certain type de marxisme. Weil [1924, p. 99], en premier lieu, comme beaucoup de marxistes de son temps, a tendance à nier l'intérêt pratique des modèles de socialisme : "comme on le sait, les fondateurs de l'économie scientifique, Marx et Engels, ont souvent déclaré que le "rendement des différents objets d'usage comparés les uns aux autres et à la force de travail requise pour leur fabrication" est tout ce qui reste du concept de valeur (et donc du problème de la "comptabilité") en économie politique dans une société socialiste". De plus, en dépit des difficultés pratiques que posait la construction du socialisme en Russie bolchévique, Weil [p. 100] remarque simplement : "Il ne peut pas non plus y avoir une telle comptabilité, parce que dans la société capitaliste, la production n'est pas soumise à une régulation intentionnelle, mais est plutôt régie par le mécanisme de la rentabilité. Dans l'économie socialiste, ce dernier est remplacé par la régulation intentionnelle sociale de l'économie, qui fonctionne selon certaines règles commerciales avérées, semblables aux règles de

---

<sup>6</sup> P. Rosner [1990] a développé une tentative intéressante de l'analyse du modèle de Polanyi ; pour un autre point de vue, Maucourant [1993]. En dépit de son caractère généralement très fructueux, l'article de Humphreys [1969, p. 172] était très approximatif sur cette question de la planification chez Polanyi ; or, il est à noter que ce texte de S. Humphreys fut très commenté en France.

*tactique et de stratégie qu'applique un général pour décider combien d'infanterie, d'artillerie, d'aviateurs, etc., il veut engager à des fins précises de l'action guerrière".*

Or, pour Polanyi, les objections de Weil ne réfutent pas la nécessité de la comptabilisation des sacrifices qu'une orientation socialiste de l'économie peut entraîner. Ne faut-il pas *évaluer* les conséquences des choix pour accéder vraiment à l'idéal ? A cet égard, Polanyi [1924, p. 115, fn1] cite Marx : *"the problem of value will continue to rule the process of social production in so far as the measurement of labour time and the division of labor among the productive activities will require a system of accounting which will be more important than ever"* (souligné par Polanyi<sup>7</sup>).

Weil renvoie néanmoins Polanyi à Engels pour la critique de la politique sociale comme *"faux frais"* (en français dans le texte de Weil [1924, p. 106]) de la production capitaliste. Il accuse Polanyi de vouloir éterniser la logique de l'intervention de l'Etat dans le système de prix capitaliste [pp. 102-103] : *"Bien entendu, il n'en va pas pour Polányi de libérer les "groupes de production", dans la réalité de l'économie socialiste à venir, des ennuis occasionnés par l'intervention de la "société" et ses "idéaux sociaux". Plutôt, les futurs groupes de producteurs auront à s'accommoder d'interventions sociales venant "compliquer la production" de la même manière que les producteurs dans l'économie capitaliste d'aujourd'hui doivent s'accommoder d'inconvénients comme les "taxes"".* Enfin, le socialisme ne nécessiterait pas la présence de prix que suppose Polanyi dans son modèle décentralisé [Weil, 1924, p. 111-112]. Il est vrai que le maintien du système de prix renvoie, chez Polanyi, au fait traditionnel de la nécessité d'une prise en compte des choix.

Le caractère *anti-totalitaire* du système imaginé par Polanyi apparaît pleinement. L'institution d'une transparence dans la logique des choix au niveau le plus bas du système économique et le maintien de pratiques d'échanges entre producteurs associés sont cohérents avec l'idée que l'économie n'est pas une chose et que la société n'intervient pas en tant qu'entité réifiée dans les choix socio-économiques. Dans la société socialiste, le règne de l'économie comme objectivité pure doit disparaître.

Disposant d'un modèle, Polanyi [1924, p. 117] peut réfuter explicitement le débat *"scolastique entre marxistes orthodoxes et adversaires bourgeois"*; l'alternative du capitalisme n'est pas *"l'économie de commandement"*. Polanyi pose clairement le problème d'une dérive *"totalitaire"*, en un sens plus moderne, de l'économie bureaucratique à prétention socialiste. En effet, Polanyi stigmatise chez Weil l'idée d'une totalité sociale immédiatement réalisée car : [p. 123] *"Weil affirme que les consommateurs et les producteurs n'ont pas de conflit d'intérêt du tout"*. Plutôt que de nier les intérêts qui surgissent de l'activité humaine, toute la tentative de Polanyi tente d'imaginer des institutions à même de promouvoir la prise de conscience de la *totalité* de la dimension économique de l'homme à travers l'institutionnalisation des conflits

Aussi, la négation de tout conflit dans la société du *"socialisme d'Etat"*, pour reprendre un mot de Polanyi, ne réalise pas *de fait* la substance même de l'idéal socialiste, qui intègre l'homme dans la pluralité de ses dimensions et de ses intérêts. Il ne fait pas de doute que ce modèle polanyien implique une attention toute particulière à l'éducation. Ce problème lui semble bien mis en évidence par Otto Bauer [Polanyi, 1925, p. 137] : l'idéal ne peut être achevé sans *"que chaque individu soit conscient de sa fonction particulière ; Bauer a absolument raison dans l'importance à accorder au travail d'éducation qui reste à effectuer et qui est le problème de l'organisation socialiste"*.

## §2 L'économie substantive

*Un exemple de " processus institutionnalisé : l'économie de la Grèce antique "*

La problématique de Polanyi repose fondamentalement sur une tension entre l'affirmation de l'historicité radicale des institutions et le caractère universel du fait d'assurer la subsistance de l'homme : c'est pourquoi il a proposé de concevoir l'économie d'un point de vue

<sup>7</sup> Ce texte anglais que nous citons étant traduit de l'allemand, nous avons préféré ne pas le traduire en français.

*substantif*. Polanyi se démarque alors du point de vue *formel* qui renvoie au seul préjugé de la société de marché dont l'économie n'a de sens que dans la relation moyen/fin. Exposons rapidement le sens de cette démarcation. La définition formelle de l'économique, qui rationalise l'état présent de notre société est telle que : “*le sens formel dérive du caractère logique de la relation entre fins et moyens, comme le montrent les expressions "processus économique" ou "processus qui économise les moyens". Ce sens renvoie à une situation bien déterminée de choix, à savoir entre les usages alternatifs des différents moyens par suite de la rareté des moyens*” [1957a, p. 239]

Or, il faut disposer d'un concept permettant l'appréhension des phénomènes économiques *quelles que soient* les sociétés étudiées : “*Le sens substantif tire son origine de la dépendance de l'homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer la survie. Il renvoie à l'échange entre l'homme et son environnement naturel et social*” [p. 239]. La caractéristique d'une “*économie de marché*”- est l'identification de ces deux conceptions de l'économie, phénomène parfaitement inconnu jusqu'alors [p. 240].

L'exposition de ces deux concepts d'économie formelle et substantive implique de rappeler ici un autre concept qui a fait quelque peu fortune, celui d'“*embeddedness*” : Selon Polanyi, les découvertes de Malinowski ou Thurnwald donnent raison à Aristote qu'il faudrait redécouvrir pour qui : “*l'homme n'est pas un être économique, mais un être social. Il ne cherche pas à sauvegarder ses intérêts individuels dans l'acquisition de biens matériels, mais plutôt à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux. Il n'accorde de valeur aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin [...] les relations sociales de l'homme englobent, en général son économie (souligné par Polanyi [1947, p. 65])*”.

Ainsi, la société moderne aurait actualisé un possible : l'organisation de la production selon le seul motif du gain, en vue d'une finalité purement pécuniaire. En réalité, les acquis de l'histoire ne montrent pas qu'il s'agit là d'une *nécessité* : “*Il importe de tenir compte de l'aspect non économique. Car il se peut que la religion et le gouvernement soient aussi capitaux pour la structure et le fonctionnement de l'économie que les institutions monétaires ou l'existence d'outils et de machines qui allègent la fatigue du travail*” [Polanyi, 1957a, p. 244].

Notons que la problématique de Polanyi n'est pas d'opposer le marchand au non-marchand car, si on peut concevoir facilement l'articulation entre la réciprocité et la redistribution dans les économies non modernes, on oublie parfois la rapidité avec laquelle la redistribution s'est liée à l'échange.

C'est le cas de la Grèce particulièrement étudiée par Polanyi [1977]. L'échange dont il est question n'est pas encore ici “*intégratif*” : il n'y a pas de libres marchés interconnectés permettant des fluctuations aléatoires de prix même si, à Athènes, le principe du gain par des échanges était admis. Selon Polanyi, le complexe redistribution-échange est en réalité une condition *sine qua non* de cette démocratie. Le mode de vie grec ne veut pas séparer le peuple de l'Etat par l'érection d'une bureaucratie redistributive. Mais ceci n'implique pas, à ce moment de la Grèce classique, la prédominance du marché comme forme d'intégration ou la prégnance d'un commerce de marché. Est-ce à dire, pour autant, que les nouvelles analyses économicistes des transactions non-marchandes auraient quelque intérêt pour comprendre l'économie comme processus institutionnalisé ? En fait, il suffit de prendre l'exemple de “*l'économie du politique*” des économistes dominants pour apprécier à quel point la problématique de Polanyi s'en détache.

Ainsi, Lyttkens [1994, pp. 62-90] veut rendre compte du paiement des activités civiques par un problème de lutte contre le “*passager clandestin*” ; cette idée exprime le fait que le temps consacré à la politique a un coût implicite alors même que la majorité des citoyens tire avantage des institutions démocratiques : un tel paiement compensatoire aurait ainsi permis de rendre viable l'institution démocratique.

Il est à noter toutefois que l'émergence d'une dimension nouvelle du rapport au politique implique une redéfinition du rapport à la redistribution qui passe du stade “*féodal*”, incarné par Cimon, au stade “*civique*”, représenté par Périclès, selon l'analyse qu'en fait Polanyi [1977, p. 167]. En réalité, “*la lutte de classes entre démocrates et oligarques, laquelle a joué un rôle si*

*important dans l'histoire d'Athènes* ” [p. 166] doit être comprise à la lumière des principes de la redistribution féodale, de la redistribution étatique et des “ éléments de marché ”. Nous faisons ici l’hypothèse que ce sont des luttes sociales qui pourraient expliquer l’émergence de ce type de paiements qui intrigue tant Lyttkens, car ceux-ci sont un moyen de rendre possible l’économie de la *polis* en sa forme démocratique : la production d’une certaine égalité, par une forme de redistribution des richesses, donne sens à la liberté des Anciens, laquelle n’est pas pensable dans un système de pure redistribution reposant sur des liens de vassalité. Deux raisons expliquent ceci.

D’une part, être libre pour les anciens Grecs, signifiait économiquement ne pas dépendre de la bonne volonté d’autrui et du travail des autres. D’autre part, l’usage de ces richesses comme moyen de la liberté était subordonné au schéma connu suivant : entre la richesse, qui incite à démesure, et la pauvreté, qui pousse à l’indignité, l’idéal est la volonté d’établir une communauté de citoyens “ *moyens* ” ou “ *communauté des égaux* ” [Morris, 1993, p. 56 sq.]. L’inégalité peut en effet être à même de nier l’identité collective en sa forme démocratique telle qu’Athènes la pratique. Rappelons ici que l’égalité est en effet consubstantielle au fondement de l’idée démocratique elle-même alors que l’inégalité est une négation de ce sentiment de bienveillance réciproque qui tient la Cité, la *phylia*. Dans ces conditions, l’économie, comme processus institutionnalisé, ne dépend pas forcément des projections du schéma “ *formel* ” sur cette réalité sociale.

Il est possible de comprendre dès lors pourquoi la subordination de chacun à la quête infinie du gain est l’antinomie de la liberté. Si Aristote “ *découvre* ” l’économie, comme l’écrit Polanyi, c’est parce qu’il comprend que la poursuite du gain monétaire pour lui-même, l’enrichissement des mercantis, est une négation de la vie civique qui exige, notamment, que l’échange soit rabattu sur une fonction jugée naturelle : assurer la sécurité (au sens large) de la Cité.

Finalement, les deux sens du mot “ *économique* ”, que met en évidence Polanyi, correspondent aux deux emplois du mot “ *chrématistique* ” que l’on trouve chez Aristote [1987, p. 54, I, 8, 25-30]. D’une part, le premier sens renvoie à une “ *branche de l’économie domestique dans la mesure où celle-ci doit, ou bien avoir sous la main, ou bien procurer, de façon à les rendre disponibles, les richesses dont il est possible de constituer des approvisionnements, quand elles sont nécessaires à la vie et utiles à la communauté politique ou familiale* ”. La seconde signification renvoie à l’“ *étude de la forme capitaliste* ”<sup>8</sup>, contraire à la nature de l’homme. Ici, l’accumulation a pour finalité elle-même, souligne Aristote [I, 9, 35-40, p. 61] ; ce processus correspond exactement aux exigences de l’économie formelle.

C’est la raison pour laquelle une solution provisoire, caractéristique de l’Athènes classique, est l’implication tout à fait remarquable des *étrangers*, nécessairement *non-citoyens*, dans l’organisation commerciale [p. 61] de façon à protéger la Cité de la discorde qui peut naître de la généralisation des pratiques acquisitives. On le voit, les recherches modernes donnent quelque appui à l’idée que les anciennes sociétés se construisent contre le marché, comme le souligne I. Morris pour le cas athénien.

Remarquons que c’est ce principe d’*exclusion* politique, impliquant une forte *inclusion* par l’économie, qui assurait les fondements éthiques et socio-économiques de l’ancienne démocratie. Il serait évidemment absurde de faire de celle-ci un parangon polanyien pour les formes de la démocratie moderne, comme certains critiques de Polanyi affectent de le croire : son souci est même de protéger le droit à la dissidence dans les sociétés modernes qui ne sont pas les dernières à engendrer des conformismes étouffants [Polanyi, 1944, pp. 327-328].

Nous pouvons dresser une conclusion toute provisoire sur la signification de “ l’économie comme processus institutionnalisé ” : il ne s’agit pas de nier l’universalité du principe du marché mais de poser que les modalités de l’actualisation de ce principe sont contingentes [Caillé, 1998, pp. 140-141]. Le parallèle avec une interprétation de P. Clastres [1974] est possible : la “ *Société contre l’Etat* ” peut connaître “ l’Etat ” (au sens de Clastres) car ce principe de la division entre “ *maître et sujet* ” est coextensif aux exigences de la guerre, dans la mesure où la guerre

---

<sup>8</sup> Selon l’expression de J. Tricot à propos de son commentaire Aristote [1987, fn 4, p. 55].

permanente des primitifs pourrait tendre à instituer “ *l'autonomie (...) du groupe des guerriers* ” [Clastres, 1977, p. 173]. Ce qui est aux marges du jeu social est d'autant mieux rejeté qu'il est connu. Ainsi, Polanyi n'a jamais nié l'ancienneté des pratiques de marché même s'il discute de leur caractère intégrateur.

### *Des objections adressées à la démarche substantive*

Nous avons choisi deux types d'argumentations qui semblent représentatives des critiques du travail de Polanyi et de son école.

Ainsi, selon M. Godelier [1975, p. 29], on ne saurait seulement constater, avec Polanyi, la “ *place changeante de l'économie dans la société* ”, celle-ci doit être “ *interprétée* ”. Cette critique a posé quelques difficultés à G. Berthoud [1986, p. 122], fin commentateur de l'œuvre de Polanyi, qui concède que les positions de Polanyi et Godelier, quant au déterminisme économique, sont semblables. Tel n'est pas notre point de vue.

Peut-on en effet concevoir des “ *rappports de production* ” dans des sociétés qui sont des “ *machines anti-production* ” [Clastres, 1978, p. 143] ? Les travaux de M. Sahlins appuient ce point de vue qui nous semblait bien exprimé, en substance par Polanyi [dans Arensberg *et alii*, 1957, p. 249] : “ *On peut déterminer l'époque à laquelle le marché est devenu une force souterraine dans l'économie en notant dans quelle mesure la terre et la nourriture étaient mobilisées par l'échange et dans quelle mesure la main-d'œuvre devenait une marchandise que l'on pouvait librement acheter sur le marché. Ceci pourrait nous aider à expliquer la pertinence de la théorie économique historiquement insoutenable des stades de l'esclavage, du servage et du prolétariat qui constituent la position traditionnelle du marxisme - classification résultant de la conviction que le caractère de l'économie était déterminé par le statut de la main-d'œuvre. Néanmoins, l'intégration de la terre dans l'économie devrait être considérée comme à peine moins importante* ”.

Ainsi, l'œuvre de Polanyi, laquelle doit beaucoup au travail de Marx, l'entraîne fort loin de la vulgate marxiste [Maucourant, 2000c], Polanyi va jusqu'à émettre une hypothèse discontinuiste sur la nature des processus historiques. Même si l'on doit reconnaître que le féodalisme et le capitalisme, par exemple, se caractérisent par l'exploitation de classes, il serait aussi important de comprendre que le premier, à la différence du second, assure une “ *unité de la société* ”<sup>9</sup> du fait que son dispositif institutionnel est politico-économique. Or, cette unité est ensuite brisée dans son principe par le libéralisme qui rendit possible le développement capitaliste.

Plus généralement, Polanyi [1934, p. 188], dans son interprétation de Marx, souligne que la lutte des classes n'est pas le moteur de l'histoire car : “ *Ce n'est pas la force de ses propres intérêts qui permet la réussite d'un groupe. En fait, le secret du succès réside dans la capacité que les groupes ont de représenter des intérêts autres que les leurs, tout en incluant leurs intérêts propres* ”.

Il convient néanmoins d'évoquer certains arguments assez représentatifs d'une partie du courant dominant en science économique. Ainsi, E. Khalil [1996] soutient que Polanyi, notamment, aurait été victime du “ *succès* ” de la conceptualisation particulière de “ *l'action économique* ” qu'on doit à Robbins. Celle-ci serait, en effet un processus de maximisation sous contrainte, quand bien même la finalité recherchée est le statut social, autrui, la préservation de la réputation *etc.* Pour E. Khalil, le succès de la définition dominante serait dû à la vertu supposée de la *simplicité* du postulat de maximisation [p. 29]. En fait, l'argument bien connu de l'élégance du postulat, si courant parmi certains défenseurs de l'individualisme méthodologique, aboutit au mieux à une prolifération d'arguments *ad hoc* (voir *infra.*) ou, au pire, à des impasses : nous retiendrons l'exemple<sup>10</sup> de la théorie de la firme. Gabriél et Jacquier [1994]<sup>11</sup> ainsi que B. Tinel

<sup>9</sup> Contribution de Polanyi écrite en 1938, non publiée, citée par G. Becchio [1996, p. 10].

<sup>10</sup> Pour notre propos, la référence à Field [1981, p. 185] dans le §3 (qui suit) est éclairante.

<sup>11</sup> Ce texte dépasse la dimension d'un manuel tant les faiblesses des nouvelles théories dominantes sont cruellement mises en lumière. On comprendra que la *Revue économique* ait éprouvé le besoin de consacrer un article en forme de

[1996 et 2000] ont montré comment nombre d'hypothèses, prétendument fondatrice d'un "renouveau" de la théorie néoclassique, ou ayant l'ambition de la dépasser franchement, ne font souvent que jeter des confusions les plus extrêmes (voir aussi pour la macroéconomie contemporaine, Boyer [1998]).

Le rapport de la science économique moderne à l'histoire nous montrera que la méthodologie esthétisante, chère à E. Khalil, fonctionne plus grâce à des effets de vérité qu'en vertu de productions de connaissances nouvelles. L'examen des thèses de D. North et J. Adams nous conforte dans cette opinion.

### §3. La science économique dominante a-t-elle intégré l'histoire économique ?

L'attribution à l'historien-économiste D. North du Nobel d'économie est un phénomène intéressant : dès lors, pour nombre d'économistes professionnels, l'histoire économique devient une composante de l'économie comme science [Goldin, 1995, p. 206]. Le vieux rêve economiciste semble donc prendre corps : voilà qu'une science humaine célèbre son entrée dans la modernité savante grâce aux outils les plus modernes de la microéconomie. Cette apparent succès peut occulter, aux tenants du triomphe de l'impérialisme de l'économie, le fait que l'examen précis de l'évolution de nombre de sciences humaines ne plaide pas forcément en faveur du dynamisme extra-disciplinaire de l'économie. En réalité, le développement de la sociologie économique montre qu'une contre-offensive se déploie en direction du cœur même de la citadelle<sup>12</sup> ; ce n'est que dans l'avenir que les travaux anthropologiques pourront trouver quelques synergies avec l'économie [Lodewijcks, 1994, p. 100-101].

De plus, à bien y regarder de près, la célébration des textes northiens est très ambiguë. Il apparaît que D. North lui-même vise à la construction d'un paradigme autre que celui-ci qui lui a valu le Prix Nobel ; à l'aube des années 1990, il regrette que ses explications fussent naguère trop unilatéralement fondées sur des considérations d'efficacité [North, 1990, p. 7]. La boîte de Pandore nous semble ouverte. Car, s'il est légitime de ne plus concevoir d'une façon aussi fonctionnaliste les institutions pour obtenir des brevets de scientificité, une lecture des travaux de Polanyi s'impose. Ni l'évolutionnisme, ni les explications principalement "*fondées sur l'efficacité*" que déplorent North, ne constituent en effet la matrice de la démarche de l'auteur de *La Grande Transformation*

Examinons avec quelques détails les difficultés méthodologiques rencontrées par D. North dans sa volonté d'annexer l'histoire à la théorie économique. L'hypothèse de North [1977, p. 60] est la suivante : "*Il est raisonnable de supposer que les forces qui mènent à la substitution des firmes par le marché peut nous aider aussi à expliquer les variétés des formes d'organisations économiques des sociétés du passé*". Or, le qualificatif de "raisonnable" accolé à une telle hypothèse pose problème. En premier lieu, les organisations économiques du féodalisme peuvent-elles se comporter à l'image des firmes opérant dans les marchés capitalistes alors que, comme North ne cesse de le souligner, les structures institutionnelles sont dissemblables ? Ensuite, notons avec Field [1981, p. 185] que seul un calculateur omniscient, jugeant au mieux des intérêts sociaux, pourrait décider du changement des règles en vigueur parce qu'il connaîtrait le niveau absolu des coûts relatifs à la mise en application des nouvelles règles. En fait, la référence à l'individualisme méthodologique, qui s'accorde mal avec la présence de ce super-esprit, ne permet pas de rendre endogène la production des règles ! Il n'y a pas de "méta-marché" efficient des règles.

On comprend dès lors la fréquence des arguments *ad hoc* : tantôt le coût de mise en vigueur des nouvelles institutions pourra être évoqué pour justifier leur rejet à un moment donné de l'évolution historique (l'argument "*conservateur*") ; tantôt, l'adoption des nouvelles règles signifie,

---

réfutation des thèses de Gabrié et Jacquier. Voir Granger [1997] à cet effet qui manque sa cible, du fait que ses critiques n'attaquent pas la logique même du propos de Gabrié et Jacquier.

<sup>12</sup> Pour une synthèse efficace de ces développements, voir Steiner [1997], notamment p. 85 sur l'analyse des "réseaux".



que le coût du nouveau système était moins élevé (l'“*argument radical*”) [Field, p. 187 et p. 190] ... Une telle ambivalence méthodologique disqualifie l'espoir de North [1977, p. 64] de fournir des “*propositions falsifiables*”.

Néanmoins, selon Basu *et alii* [1987, pp. 4-5], il faudrait garder l'ambition d'endogénéiser les règles dans un modèle “*néoinstitutionnaliste*”. En effet, pour ces auteurs, même si la détermination des règles peut être culturelle à court terme, ou traitée comme telle, il n'en resterait pas moins que les changements économiques de longue période peuvent influencer sur la culture et la structure institutionnelle globale. Les auteurs restent assez discrets sur l'ambivalence méthodologique rappelée plus haut, bien que, par ailleurs, leur ambition ait quelque légitimité. Il conviendrait toutefois, pour intégrer des déterminations de type économique, de savoir quel sens du mot “*économie*” est entendu.

Ainsi Sahlins [1972, pp. 186-192], dans la perspective ouverte par Polanyi, montre comment l'intensification de la production, au sein du “*mode de production domestique*” est de nature *politique*, mais correspond aussi à une double exigence, à la fois économique (d'un point de vue substantif) et sociale. La redistribution réaffirme la solidarité et l'identité du groupe [p. 139], action nécessaire étant donnée la tendance anarchique à la dispersion des éléments constitutifs de la société primitive [pp. 140-144 et p. 180]. De même, l'activité redistributive permet de contrer le jeu spontané des maisonnées primitives, rebelles à toute rationalité productive, lequel pourrait nuire à la subsistance même de l'homme [p. 178]. Enfin, l'économie du pouvoir demeure peu efficace tant elle est subordonnée à l'impératif du don qui fonde le prestige [p. 188]. Cette analyse de Sahlins, explicitement fidèle à l'esprit de la démarche de Polanyi, révèle un traitement intéressant des déterminations économiques et de l'*embeddedness* de celles-ci dans d'autres champs du social. Aussi, la *New Institutionnal economics* (NIE) ne démontre pas l'existence de déterminismes économiques efficaces en dernière instance supplantant les démarches polanyiennes.

Un autre exemple est révélateur des difficultés de la NIE. On peut comprendre que l'analyse en terme de coûts de transaction appliquée à l'histoire, parce qu'elle suppose un concept d'institution peut-être proche des définitions inaugurales données par Veblen ou Commons, incite des institutionnalistes, comme J. Adams, à réconcilier la démarche de Polanyi et l'économie des coûts de transaction. Pour celui-là, qui se veut interprète de Polanyi, la nouvelle définition des institutions, par l'économie dominante, serait à l'origine d'une nouvelle synthèse théorique. Loin de voir dans les “*institutions*” des contraintes qui, selon les anciens néoclassiques, freinent les échanges, Adams [1988] insiste sur le fait que celles-là facilitent ceux-ci ; comme ensemble de règles partagées, les institutions en effet rendent moins coûteux pour les agents économiques le recours à l'échange [p. 432]. Tout ce qui peut donc améliorer la transparence dans les transactions et le respect de l'effectivité du transfert des droits de propriété, permet alors d'accroître les gains possibles par l'échange, ce qui incite les agents économiques à tenter le jeu de l'échange et à approfondir la division du travail et la productivité.

Une première dérive fonctionnaliste de l'auteur apparaît alors : l'impérialisme devient le simple résultat “*d'efforts visant à résoudre le problème dû aux contradictions des systèmes d'échange*” car la question de l'exploitation ou des valeurs ne l'intéresse pas [p. 435]. Le seul fait économique pertinent serait l'imposition de formes communes d'échanges qui diminuent les coûts de transaction [Adams 1993, p. 88] ! De plus, voulant donner une force historique à ce schéma, J. Adams [1993, p. 87 *sq.*] analyse la thalassocratie athénienne comme porteuse de prospérité par la réduction des coûts de transaction qu'impliquait une telle hégémonie politique. Il affirme même que la volonté des Athéniens d'imposer leurs étalons monétaires et de poids et mesures relève d'une volonté économique *consciente* visant la diminution des coûts de transaction. C'est ainsi qu'Adams tente d'expliquer une part du propos polanyien : la mise en évidence d'un inédit de l'histoire économique que constitue le développement d'un véritable “*commerce de marché*” à l'ère hellénistique.

On peut aussi s'étonner de l'analyse de la monnaie par Adams ; puisqu'il estime que la monnaie est une institution destinée à diminuer les coûts de transaction, il serait naturel qu'il pose le problème dans sa vraie dimension. En effet, l'intérêt de la théorie des coûts de transaction est de

proposer un modèle d'émergence des institutions. Ne serait-il pas alors utile que les historiens réexaminent des hypothèses autres, comme l'hypothèse politique relative à la naissance de la monnaie en Grèce ancienne [Servet, 1984] ?

Pour ce qui est de l'analyse de l'impérialisme, il peut être rappelé [Finley, 1978, p. 82] que le but de l'empire athénien est de tirer des profits matériels de sa domination – c'est le cadre de la *Machtpolitik* qui vise notamment au bon approvisionnement de la Cité – mais non pas d'élaborer une politique commerciale (*Handelspolitik*). C'est ainsi qu'on en vient à oublier le moteur de cette course à la puissance, c'est-à-dire la nature même de la démocratie de l'époque [p. 83, *sq.*].

Finalement, il nous semble que les anciennes et nouvelles analyses strictement économiques des institutions ne produisent pas encore de résultats significatifs et se heurtent à des critiques sérieuses d'ordre externe et interne. Dès lors que l'économicisme n'est pas une absolue nécessité, il convient de redonner à l'interprétation de l'histoire économique toute l'épaisseur politique et sociale qu'elle mérite. Pour Polanyi, faire de l'histoire économique n'avait qu'un but : repérer comment la créativité humaine peut s'affranchir des exigences prétendues d'un moment.

#### **§4. Une histoire du temps économique présent et son implication sur la pensée politique de Polanyi**

“ L'utopie réactionnaire de Wall-Street ” *comme menace*

Au sortir de la seconde guerre mondiale, Polanyi, dresse un contraste net entre deux tendances qui s'esquissent : la “ *planification régionale* ” et le “ *capitalisme universel* ”. Il appelle de ses vœux le triomphe de la première tendance et propose, dans ce cadre, une coopération régionale incluant l'URSS, laquelle serait favorable aux intérêts financiers des élites britanniques mais pourrait être contrée par ces mêmes élites, inquiètes des progrès de l'idéologie égalitaire impliqués par une telle coopération [Polanyi, 1945, p. 91].

Malheureusement, la seconde tendance est probable. En effet, le *New Deal*, et ses potentialités démocratiques compatibles avec les libres préférences des peuples dans des coopérations régionales, n'inaugure pas forcément un avenir durable. La grande période de l'idéologie libérale du XIX<sup>ème</sup> siècle a tant façonné la mentalité américaine que les interventions de la dépression des années 1930 ont “ *aussi peu affecté la position du capitalisme libéral que ne l'avaient fait en Europe, avant 1914, semblables évolutions vers l'interventionnisme et le socialisme* ” [p. 87]. Ainsi, se constitue, sur la même base idéologique, la menace manifeste d'un capitalisme universel, sous la dure férule américaine, remplaçant l'ancienne hégémonie britannique. Tel est le fondement de “ *l'utopie réactionnaire de Wall-Street* ”. Les Etats-Unis pourraient donc être le nouveau vecteur de la “ *mondialisation* ” libérale, comme l'on dirait maintenant, ce qui donnerait aux années 1930-1940 un caractère d'exceptionnalité.

L'intérêt de la problématique que dessine Polanyi est évident : d'une certaine façon des tendances fortes à la “ *planification régionale* ” ont bien été effectives dans les années 1945-1980 ; le caractère relativement autocentré de la croissance d'alors a même permis l'émergence d'un contrôle étatique sur des capitalismes nationaux. Un certain nombre de facteurs explique ces faits : la fragilité des économies européennes qui n'auraient pas supporté le choc d'une libéralisation rapide des flux internationaux, l'ampleur de la menace soviétique qui n'était pas sans effet quant à la position du travail dans le rapport de force existant avec le capital. De même, de semblables et longues “ *exceptions* ” à la logique du capitalisme universel ont été observées en Asie : seules des interventions gouvernementales marquées (diverses politiques de promotion et de protection des capitalismes nationaux) ont pu faire éclore la prospérité là où elle était stratégiquement utile. Maintenant, dix ans après la chute de l'URSS et la consolidation des capitalismes en Occident, la tendance vers l'universalisme du capital américain, que Polanyi expose dès 1945, est évidente.

Il est toutefois essentiel de comprendre que ce qui fonde l'utopie de Wall-Street, la croyance en un Age d'Or du capitalisme américain, qu'il faudrait réinstaurer quand c'est possible, est un mythe. Pour Polanyi, en effet, l'exemple américain du XIX<sup>ème</sup> ne prouve rien quant à la viabilité de l'économie de marché. A cette époque, les trois “ *marchandises fictives* ”, terre, travail

et monnaie, ont comme caractéristique de ne pas être rares [Polanyi, 1944, pp. 264-265], ce qui n'est pas un trait durable des sociétés de marché. Parler de Grand Marché n'a de sens que si la rareté des " *merchandise fictives* " est une réalité : " *Avec une offre libre (free) de terre, de travail non qualifié et de papier monnaie, une économie libérale a fonctionné aux Etats-Unis, au moins jusqu'à une période commençant en 1890, sans produire de dangers mortels pour la structure sociale, pour l'homme et pour la terre, qui sont d'une autre manière inséparable d'un capitalisme " autorégulateur " "* [Polanyi, 1945, p. 85].

D'ailleurs, dès que la nécessité se fait sentir d'intégrer les Etats-Unis au système mondial, des modalités précises d'institution de la rareté de la monnaie deviennent nécessaires. Dans le contexte de l'époque, ceci signifie une participation à l'étalon-or. Dès lors, le " *protectionisme monétaire* " assuré par une Banque Centrale devient nécessaire pour des fins de régulation, comme c'est toujours le cas dans de telles conditions [Polanyi, 1944, pp. 256-258 et pp. 261-262]. A côté de la politique monétaire qui, de plus en plus, tend à faire de l'étalon-or un " *simulacre* ", naissent des mesures concernant la protection de la main d'œuvre [p. 265]. Finalement, l'incompatibilité à plus long terme entre ces protections, pourtant absolument nécessaires, et la dynamique propre au capitalisme libéral, engendre, comme ailleurs, la dépression qui, en 1929, change la nature même du capitalisme.

### *L'actualité de la menace*

Nous avons jugé utile de revenir sur les analyses générales de Polanyi pour montrer leur force. Nous nous bornerons ici à poser quelques questions concernant l'impact de la mondialisation sur les structures économiques de l'Union Européenne, car il semble à certains que celle-ci pourrait être un lieu politique donnant un autre visage à la mondialisation. Nous allons nous placer ici dans la problématique, très polanyienne, de la " *protection de la société* ", par où s'instituent des contre-mouvements consécutifs à l'orchestration de la libération des forces du marché ; la protection du tissu social passe par la mise à distance des prétendues marchandises que sont la terre, la monnaie et le travail. Le cas des deux dernières " *merchandises fictives* " nous retiendra ici.

Assurément, une meilleure protection de la société peut être obtenue par une efficacité nouvelle de la politique monétaire, laquelle est rendue possible par l'unification monétaire européenne. D'un point de vue polanyien, la réduction de la sphère où les monnaies s'affrontent comme marchandises, à savoir la sphère du marché des changes, est, *a priori*, un fait positif. A cet égard, il est utile de se souvenir du coût économique et humain de la transition à l'*Euro* et de rappeler que ce processus d'unification monétaire est toujours soumis aux exigences d'une finance dominant de loin toute autre force sociale. Or, le règne de celle-là a comme traduction contemporaine l'actuel dogme européen de " *l'indépendance de la banque* " centrale. Polanyi note, quant à l'antécédent de ce dogme : " *Il faut bien se rendre compte que les classes dominantes elles-mêmes ont prêté appui à la gestion de la monnaie par l'intermédiaire de la banque centrale. On ne considèrerait pas naturellement cela comme une ingérence dans l'institution de l'étalon-or* " [Polanyi, 1944, p. 260]. Comme les demandes des élus ou des fonctionnaires d'Etats démocratiques sont jugées *a priori* comme illégitimes dans l'époque post-politique qui est la nôtre, le rempart que pourrait constituer la gestion de la monnaie nous semble aléatoire, même s'il n'est pas inexistant.

Se pose ainsi la question du type de protection du salariat dans ce mouvement de mondialisation. L'espace européen pourrait-il être propice à ce type de résistance ? Dans une lettre écrite en 1943, Karl Polanyi caractérise le XIX<sup>ème</sup> siècle comme période où " *les pouvoirs financiers intervenaient dans les affaires intérieures de chaque État, parce que à l'époque de l'étalon-or, la coopération traditionnelle était possible uniquement si les systèmes internes étaient semblables* " (Polanyi cité par Litvan [1991, p. 260]). Il rajoute que la question de la coopération se pose différemment après la période des années 1930 : " *La nouvelle situation a des avantages pratiques très importants : il n'est plus nécessaire de contraindre tous les États du monde à rejoindre le lit de Procuste de la fédération, du fait que maintenant il est possible pour leurs*

*gouvernements de coopérer librement*" [ibid.]. C'est une formule institutionnelle nouvelle qui, comme le souhaite Polanyi, devrait incarner toute coopération authentique " *entre peuples, c'est-à-dire entre gouvernements* " [Polanyi, 1944, p. 326]. Malgré les progrès accomplis depuis un demi-siècle, il semble évident que cette question de la " *collaboration réelle entre peuples* ", au-delà (voire contre) des impératifs du capitalisme européen demeure ouverte...

Cette question politique cruciale de la " *collaboration réelle entre peuples* " doit être posée pour Polanyi pour qui l'analyse économique a des implications sur la pensée politique. Il n'est pas inutile de mettre en parallèle la longue période de paix, qui a profité à l'Europe depuis un demi-siècle, et les cents ans (1815-1914) du XIX<sup>ème</sup> siècle : " *Une paix de Cent ans avait bâti une insurmontable montagne d'illusions qui cachait les faits. Ceux qui ont écrit pendant cette période ont excellé dans le manque de réalisme. A. Toynbee estimait que l'Etat-nation était un préjugé étroit, Ludwig von Mises que la souveraineté était une illusion ridicule, Norman Angell que la guerre était un faux calcul d'affaire. La conscience que les problèmes politiques sont essentiels était tombée plus bas que jamais* " [Polanyi, 1944, p. 251]. Il précise : " *Une des toutes premières bêtes noires était le concept " tribaliste " de nation, dont la prétendue souveraineté était pour les libéraux une résurgence de l'esprit de clocher* " [p. 266].

A un moment où le concept de souveraineté du peuple est battu en brèche par tous ceux qui souhaitent que les mécanismes du droit se substituent à la politique, notamment en Europe, cette relecture de l'Histoire à laquelle nous invite Polanyi n'est pas inutile.

## Conclusion

Nous sommes en fait, avec la démarche de Polanyi, loin des héritages les moins féconds du marxisme. Ainsi, l'histoire économique, dans une perspective polanyienne, peut se fonder sur les acquis de la science économique, postkeynésienne, néomarxienne et institutionnaliste pour l'essentiel, mais doit rester discipline indépendante. Nous sommes également loin, avec Polanyi, de l'actuel courant dominant (ou *mainstream*) en économie fondé sur cet *acte de foi* comme le rappelle S. Marglin [2000]<sup>13</sup> selon lequel les mécanismes de marché tendraient, par eux-mêmes, à produire les institutions dont ils ont besoin et à entraîner ainsi, la société vers une efficience sans cesse accrue<sup>14</sup>. En dépit de toutes ses précautions analytiques, même le programme de recherches "néoinstitutionnel" est imprégné de cette croyance évolutionniste bien particulière. Loin, donc, des nécessités supposées par les diverses formes de l'économisme, il semble que l'avenir des structures politiques qui donneront un sens nouveau aux économies de demain, est ouvert.

Jérôme Maucourant  
Centre Walras (CNRS/Lyon 2)  
CREUSET (Université Jean Monnet de Saint-Etienne)

---

<sup>13</sup> A cet égard, ceci montre bien que le courant néoinstitutionnel, peut-être la partie la plus hétérodoxe de ce courant, participe de façon consubstantielle au *mainstream*. Il en va de même du courant néoautrichien. Ceci signifie que les problématiques authentiquement institutionnalistes ne peuvent pas être absorbées par le courant dominant de la science économique.

<sup>14</sup> Une étude attentive de l'œuvre de North montre comment celui-ci en arrive à théoriser la " *main tremblante* " de l'évolution [Dockès, 1998, pp. 90-91]. Certes, le jeu de l'Etat peut bloquer certaines évolutions souhaitables, de même que certaines sociétés peuvent ne pas trouver le chemin de la croissance, mais globalement, " *le progrès institutionnel fraye quand même son chemin* " [p. 91]. L'abandon du postulat de la rationalité substantielle (parfois dans sa seule version *a priori*) n'interdit pas à une foule d'auteurs (Alchian, Friedman et Hayek par exemple), aux méthodologies différentes, d'aboutir ou de justifier de vieux résultats qui étaient le propre de l'histoire économique vue par l'économie néoclassique. Nous avons évoqué cette convergence de ces différents évolutionnismes dans Maucourant [1997].